

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
19 octobre 2007
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-deuxième session
Point 8 de l'ordre du jour
Débat général

Conseil de sécurité
Soixante-deuxième année

**Lettre datée du 17 octobre 2007, adressée
au Secrétaire général par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente
de l'ex-République yougoslave de Macédoine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je vous écris à propos de la lettre que vous a adressée le distingué Représentant permanent de la Grèce auprès de l'Organisation des Nations Unies, M. John Mourikis, laquelle a été distribuée sous la cote A/62/470-S/2007/592 le 5 octobre 2007.

Je voudrais saisir cette occasion pour rappeler que, bien qu'il ait conclu dans sa résolution 817 (1993) que la République de Macédoine satisfaisait à tous les critères d'admission à l'Organisation des Nations Unies énoncés à l'Article 4 de la Charte, le Conseil de sécurité avait imposé une condition additionnelle sans précédent pour cette admission, à savoir que l'État serait désigné provisoirement sous le nom d'« ex-République yougoslave de Macédoine » en attendant que soit réglée la divergence qui avait surgi au sujet de son nom. Bien que les autorités macédoniennes aient été conscientes du fait qu'une telle condition additionnelle était contraire à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice de mai 1948 [repris par l'Assemblée générale dans sa résolution 197 (III)], nous avons toujours, depuis le début des discussions, fait preuve de notre détermination à avoir avec la Grèce des entretiens constructifs et de bonne foi pour régler la divergence au sujet du nom. Je voudrais rappeler à cet égard que nous avons fait un certain nombre de concessions, toutes dans un esprit de bon voisinage. En outre, nous avons déclaré publiquement que nous trouvions que la dernière proposition faite par votre Envoyé personnel, M. Matthew Nimetz, constituait une bonne base de règlement.

C'est dans ce contexte, que je souhaite réaffirmer une fois encore que la République de Macédoine est disposée à discuter plus avant de la solution dite de la double formule. Étant donné qu'il s'agit essentiellement d'une question de nature bilatérale, cela implique que, conjointement avec la Grèce, nous devrions œuvrer pour trouver une formule de compromis acceptable pour nos relations bilatérales.



Je tiens à vous assurer que la République de Macédoine continuera à défendre les principes et valeurs de la Charte de l'Organisation des Nations Unies et que l'une des premières priorités de notre politique étrangère continuera d'être l'amélioration de la coopération et des relations de bon voisinage.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(Signé) Goran **Stevceviski**
